L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX, NO 73 rue de l'Hôpital.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI, 22 JUILLET 1879

Je vous assigne, moi aussi ! Pourquoi donc n'assignez-vous pas les vingt ou trente feuilles qui ont écrit sur le compte du gouvernement autant que moi, et sont plus que moi ?

La France a traité M. Waddington d'imbécile ; elle a dit que M. Lepère devait être mis à la tête du cabinet. Le *Gratet* a reproduit que le gouvernement était une "blague," l'*Univers* traite M. Lepère de ministre.

La *Révolution Française* maintient M. Jules Ferry dans le courant du mépris, et le *Mercédès* le qualifie de domestique ; le *Salut Public* appelle M. Léon Say tripoteur, la *Lanterne* traite M. de Marcère de voleur, la *Marseillaise*, déjà nommée, trouve les ministres "bêtes" et le gouvernement "indigne de la France" ; elle ajoute que la Chambre "assassine le suffrage universel, et que les soldats qui ont réprimé la Commune sont des bandits !"

Tout cela n'impr'me, ne distribue, ni crie, et l'on ne poursuit pas ! Ce n'est pas que je m'en plaigne. Mais pourquoi cela-je ici, je le répète, moi seul ? Voyons, est-ce de la justice, est-ce de l'équité, je vous le demande ? (Sensation.)

Enfin, M. Paul de Cassagnac arrive à un autre point excellent de sa défense. Il parle, et avec beaucoup d'éloquence, des ignobles calomnies des pamphlets infâmes qu'on laisse impunément circuler : En ce moment, c'est-à-dire, il n'est plus respecté dans la presse. L'armée, que je défends, est traînée dans la boue ; on parle de "l'assassinat de Millière," des "bandits qui ont massacré le peuple en 1871 ;" c'est ainsi que certaines feuilles traitent nos braves soldats !

Et l'on ramasse tous ceux qui ont volé pillé, incendié, assassiné ; on prend l'argent des contribuables pour organiser une souscription en leur faveur ! Comment voulez-vous que Pindignation n'éclate pas ?

Et les attaques à la religion, furent-elles jamais plus audacieuses ? Ah ! Dieu est bien heureux de n'avoir pas de procureur général ! Tenez, en imprime sur les Frères des choses ignobles, ordes, abominables ! Je vous le dis.

M. le président (vivement). — Ne lisez pas, Monsieur de Cassagnac, l'audience n'est pas à huis clos ! (Mouvement.)

M. Paul de Cassagnac. — Vous voyez, messieurs, ce qu'on imprime, ce que je voulais lire est tellement ordurier que M. le président est forcé de m'arrêter par respect pour les honnêtes gens qui assistent à ces débats ! Mais vous verrez dans les feuilles que je vous ferai passer lorsque vous serez à délibérer, qu'on ne ne pas pour dire "qu'un prêtre est "un infâme et un scélérat, comme qu'il "est prêtre, et que la présence seule est "une excitation au mépris de la fa- "mille !" (Bruit.)

M. Paul de Cassagnac ajoute que les impudicités ne trouvent nulle protection contre les attaques dégoûtantes et odieuses dont ils sont l'objet. Le prince impérial lui-même a été qualifié de bâtard, d'insolent, de sensitiver. Où l'a insulté jusqu'après sa mort, et un journal a été jusqu'à dire qu'il était "une ordure numéro"

N'avait-on pas le droit ? le devoir de répondre à ces infamies ?"

La péroraison est très belle :

Messieurs, je suis certain de l'acquittement, parce que je suis certain de la justice !

Si vous êtes républicains, vous ne pouvez me condamner, car vous vous souviendrez qu'on a promis la liberté de la presse, et que c'est pour m'être fié à cette promesse que je suis ici ! (Mouvement.)

Si vous êtes monarchistes, je vous tends la main, car vous savez que nous sommes unis pour la grande œuvre sociale, que je défendrai toute ma vie !

Si vous êtes des catholiques, vous vous rappellerez que si je comparais devant vous, c'est pour avoir voulu venger la religion d'infâmes et ordurières calomnies !

Messieurs, j'ai toujours combattu à visage découvert, je suis un honnête homme. Vous vous demanderez s'il faut enlever la liberté à un honnête homme, alors qu'on la rend à tant d'autres, qui ne sont pas d'honnêtes gens. (Mouvement prolongé.)

Me Lachaud.

Me Lachaud se lève après M. Paul de Cassagnac. L'illustre avocat *n'était* réservé la plus belle et la plus ingrate de la défense : l'examen des articles incriminés au point de vue pénal. Mais là encore, il a trouvé d'éloquentes paroles :

Voilà encore des procès de presse, s'écrie-t-il, c'est-à-dire des procès inutiles ; voilà encore M. Paul de Cassagnac en Cour d'assises ; et pourquoi ! Il l'a dit, parce qu'il gêne, parce que l'on veut avoir raison de ses franchises ardentes, parce que le pouvoir compte sur votre complaisance pour le débarrasser de lui.

Cassagnac est le courage, la fidélité, la sincérité mêmes. Il a horreur de la fausse plume, oui : c'était l'indignation d'un homme de bien. Il a été écœuré par toutes ces ignominieuse dont il a voulu donner lecture, et il l'a dit. Il a bien fait.

M. le procureur général est allé chercher la culpabilité dans une foule d'articles qui ne sont pas poursuivis. Pourquoi donc ? C'est que ce procès est un procès de tendance. C'est à l'attitude du journaliste que l'on en veut.

On a voté les poursuites contre M. Paul de Cassagnac ! Ah ! dans cette majorité parlementaire, on trouve bien des noms qui étonnent ! Ce sont les noms d'hommes qui, avant d'être du gouvernement, rompaient des lances pour la liberté absolue en matière de presse. C'est toujours la même chose : quand on est arrivé au pouvoir, on perd la mémoire, comme on oublie, après le scrutin, les belles promesses faites aux électeurs. C'est l'éternelle histoire. (On rit.)

Mais, au fond, se demande Me Lachaud, que sont devenus les articles poursuivis ? Une défense de l'armée, de la magistrature, de l'autorité ! de l'armée qu'on essaie de déconsidérer par les pires enseignements ; de la magistrature qu'on traite de canaille inamovible ; de l'autorité qu'on renverse en rapportant, en honorant les scélérats de 1871, qui ne se sont pas repentis !

Et puis, que reste-t-il encore ? Des épithètes, des injures aux ministres ? Ce n'est pas là le procès. Les ministres ne servent pas contents, c'est possible, et j'en suis bien fâché, mais c'est un délit de police correctionnelle, qui ne regarde pas le jury, et il serait étrange que la Cour d'assises condamnât un homme qui a outragé Rhabit doré de M. Lepère, alors qu'on a acquitté, récemment, l'auteur qui a eu le libelle ignoble d'aller à Mazas, dans lequel Dieu et la religion étaient insultés de la façon la plus odieuse, la plus répugnante ! (Sensation prolongée.)

Les Républicains.

Après cette belle défense, M. le procureur général éprouve le besoin de répliquer. Il commence un second réquisitoire, reprenant les articles poursuivis et demandant plus haut que jamais une condamnation.

M. Paul de Cassagnac lui répond par quelques phrases éloquentes. Il adjure M. le procureur général de dire, lui si jaloux de son devoir professionnel, pourquoi il n'a pas poursuivi ses pourvoyeurs radicaux qui ont insulté les prêtres !

M. le procureur général.—Je ne pouvais poursuivre sans une plainte des honorables ecclésiastiques insultés.

M. Paul de Cassagnac.—Mais les attaques à la religion même, ces dégoûtantes libelles dont l'un parlait, vous pouviez les poursuivre directement, d'office ; pourquoi n'avez-vous pas protégé les consciences chrétiennes contre ces turpitudes ! Dites-le donc ! Tenez, je vais donner lecture, il le faut, de quelques-uns de ces ordures. Mais je demande à Monsieur le Président d'ordonner le huis-clos pendant un quart d'heure ; ces choses ignobles ne peuvent être lues en public !

Me Lachaud ajoute à son tour quelques mots et s'attache à prouver, la loi à la main, que M. Paul de Cassagnac n'a commis aucun délit.

Puis M. le président résume les débats.

Le Verdict.

L'audience est suspendue à six heures. Le jury entre dans la chambre de ses délibérations. Il en revient à six heures et demie, rapportant un verdict négatif sur toute les points.

M. Paul de Cassagnac est acquitté.

Dans la salle de la Cour d'assises, on l'a félicité, on l'a entouré, on l'a porté en triomphe, on l'a acclamé, on a voulu lui faire une ovation. Il a refusé, remerciant tout le monde, disant qu'il était ému et fatigué.

Il est allé dîner au restaurant Durand, et les braves se sont rendus aux cris de " Vive Cassagnac ! " Enfin ! Thévenin au livre, et très sérieusement : Je vais faire évacuer la salle, s'écrie-t-il ; gardes, ordonnez et faites immédiatement évacuer la Cour ! Tous ceux qui ne comprennent pas ces signes d'approbation ou d'improbation !"

Un garde paraît assidu, tenant par le bras un monsieur bien mis, décoré qui est fort ému : " Vous l'avez vu applaudir ! dit-il à un de ses collègues. — " Pas précisément, " répond le garde, " mais je savais nous adresser, à la place, un brave sous-officier, à la retraite, " mais il était dans un groupe de jeunes avocats qui battaient des mains. "

M. le président Thévenin invite le monsieur, de plus en plus ému, à se retirer en paix. L'incident est clos, et M. Paul de Cassagnac quitte la salle d'audience.

Une foule considérable l'attendait au dehors, sur la place Dauphine, et c'est

M. le président.—Je ne pourrai vous accorder le huis-clos. (Mouvement.)

M. Paul de Cassagnac.—Vous êtes juge, monsieur ! Je veux le lire. Je ne puis le faire. Quant à nous personnellement, nous impérialistes, nous n'avons protégés ? A-t-on protégé contre les outrages l'Impératrice, qu'en 1870 M. le procureur général allait remercier de sa sobre conduite à Amiens ? A-t-on applaudi aux gens qui nous insultaient la lui pénale ? Non. Eh bien ! pourquoi veut-on me l'appliquer à moi ?

Il y a autre chose encore. M. le procureur général m'a reproché d'avoir été gracié par le gouvernement du 16 Mai d'une peine prononcée en Cour d'assises, pour délit de presse. Cela est vrai ; mais cette grâce m'était due, car j'avais, en quelque sorte préparé le 16 Mai, et s'il avait été soutenu par quelques hommes comme moi, peut-être eût-il tourné autrement. (Mouvement.)

A grand'peine qu'il a pu se soustraire à cette seconde ovation.

(*Figaro*) ELISÉE BATAILLE.

LA CONVENTION.

Séance de Lundi, 21 Juillet.

La séance est ouverte à neuf heures. Soixante-huit délégués répondent à l'appel. M. Witts occupe le fauteuil.

M. Land, au nom du comité judiciaire, présente un substitut à un article du comité des subventions générales—article qui a trait à l'émancipation des hypothèques et des privilèges. L'assemblée ordonne l'impression du substitut.

M. Knoblock offre une résolution qui soumet au peuple, en même temps que le nouveau pacte fondamental, l'ordonnance relative aux loteries. Elle est déposée provisoirement sur le bureau.

La résolution de M. Lachett—elle qui soumet au peuple, en même temps que l'ordonnance de la dette, une autre ordonnance qui réduit les *bonds* de cinquante pour cent, et accorde aux détenteurs un intérêt de quatre pour cent—est déposée sur le bureau, sujette à appel, par un vote de 52 contre 30.

M. Loan offre une ordonnance qui autorise l'établissement de marchés particuliers dans une partie quelconque de la ville, pourvu que les propriétaires de ces marchés acquittent la licence et se conforment aux réglements de police. Elle est déposée provisoirement sur le bureau.

A la demande de M. Nutt, l'ordonnance du droit de corporations est mise à l'ordre du jour de mardi—aujourd'hui—qui a été après la lecture du compte-rendu de la séance.

L'ordonnance des franchises électorales est appelée pour la troisième lecture.

Une section de revenir sur le vote par lequel l'article 2 a été adopté, prévaut par un vote de 57 contre 45.

M. Forman propose d'effacer, de la deuxième classe, le passage qui donne le droit de voter à tout citoyen mâle qui a légalement déclaré son intention de devenir citoyen des Etats-Unis ; d'accorder le droit de suffrage à cette seulement qui auront payé l'une des trois conditions suivantes : avoir payé, au moins un jours avant l'élection à laquelle on offrira de voter, le *poll tax* de chaque année qui a suivi la dernière élection ; avoir payé, à l'Etat, soixante jours avant l'élection à laquelle on offrira de voter, une taxe ; avoir propriété d'une valeur de cents piastres ; pouvoir lire et écrire soit l'anglais, soit le français, soit l'allemand.

M. Blanchard offre un substitut qui exige, pour l'exercice du droit de suffrage, le paiement, trente jours avant une élection du *poll tax* fixé par l'article — de la présente constitution.

M. Matthews propose un amendement qui exige le paiement de toutes les taxes dues dans l'année antérieure à celle dans laquelle on offrira de voter. Il le retire peu après.

M. Robertson propose d'effacer les mots "trente jours" du substitut de M. Blanchard qui accepte la modification.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture de l'ordonnance de la dette de l'Etat.

Article 1.—L'intérêt à payer sur les Bons consolidés de l'Etat de la Louisiane est fixé à 2 0/0 par cent cinq ans à partir du 1er janvier 1880, 3 0/0 pendant les cent et 4 0/0 ensuite ; et il sera levé une taxe annuelle suffisante pour le paiement du dit intérêt, ne dépassant pas trois mills, la limite de toutes les taxes d'Etat étant par la présente fixée à dix mills ; pourvu que les porteurs de Bons consolidés puissent à leur option, échanger ces Bons, dans la proportion de un pour un, des Bons de $5.00, $100, $500 et $1000, qui seront émis à raison de 75 cents à la piastre ou dollar, ou émis à livrer par les dits détenteurs ; ladite nouvelle émission devant porter intérêt au taux de quatre pour cent par an, payable semi-annuellement.

Article 2.—Il est de plus ordonné que les portteurs des dits bonds consolidés pourront à une époque quelconque, se présenter au trésorier de l'Etat, ou à un agent que désignera le gouverneur dans la ville de New York et dans la ville de Londres, le dit trésorier en cesse devra disposer, sur les dits bonds les mots intérêt cessant à dater pour cent par an, pendant cinq ans à partir du janvier 1880. A toute pour cent pendant quinze ans et à quatre pour cent après ; pourvu que les détenteurs des dits Bons puissent à volonté, échanger le dit Trésorier pour échanger lesdits Bons comme il est prescrit dans l'article précédent.

Article 3.—Il est de plus ordonné que rentrée est faite en conséquence à 1er janvier 1880, et que les taxes perçues pour le paiement de l'intérêt sont transférées au fonds général à l'effet de couvrir les dépenses du gouvernement de l'Etat.

Il est de plus ordonné par cette convention constitutionnelle que les dispositions et articles qui précèdent soient déclarés à la forte constitutive de l'Etat, ne feront pas partie de la constitution autrement que suivant ce qui est prescrit ci-après comme suit :

A l'élection tenue pour la ratification ou le rejet de cette Constitution, il sera permis à tout votant de faire imprimer sur son bulletin de vote les mots "Pour l'ordonnance relative à la dette d'Etat" ou les mots contre l'ordonnance relative à la dette d'Etat, dans le cas où plus des bulletins de vote portera les mots "pour l'ordonnance relative à la dette d'Etat," lesdites dispositions et articles de cette ordonnance feront partie de la Constitution sans autre formalité ; et si une majorité des votes aient donnés portant les mots "contre l'ordonnance relative à la dette d'Etat," alors les articles ne feront pas partie de cette Constitution.

M. Lyons demande l'adoption de l'ordonnance.

On réclame le vote, qui se partage comme suit :

Pour l'ordonnance.—MM. Baskin, Bell, Blanchard, Bolton, Breaux. Breen, Brian, Bulger, Burton, Caffrey, Chaffe, Chispella, Claiborne, Collins, Calvin, Cunningham, Davenport, Davidson de Claiborne, Denis, Dillard, Easterly, Edwards, Elam, Estopinal, Faulk, Favrot, Fermas, Gaskins, George, Girard, Gowers, Harvard, Henry de Natchitoches, Herron, Howell, Jastremski, Joffrion, Kelly, Kemp, Karsochan, Knoblock, Lanaux, Leake, LeGardeur, Lyons, Marks, Millard, Moreland, Mûre de Lafourche, Munday, McConnell, Nutt, Ogden, Olivier, Ott, Parlange, Phelps, Poché, Richardson, Rivet, Robertson, Semmes, Stone, Stringfellow, Sutherlin, Thompson, Todd, Vance, Watkins, Wells, White.—72.

Contre l'ordonnance—MM. Allain, Babcock, Bienvenu, Bobie, Bridger, Byrne, Cahen, Carey, Davidson (d'Iberville), Demas, Dickerson, Gardner, Gla, Grimes, Gœringer, Henry (de Cameron), Hough, Kennedy, Lagan, Land, Landry, Lossi, Long, Lott, Lockett, Matthews, Merth, Moore (de St-Landry), McGloin, Pardee, Pinchback, Roach, Self, Simon, Smith (de Ste-Maria), Stampe, Stevenson, Stewart, Stuvrish, Williams (de Terrebonne), Young (de Concordia)—41.

L'ordonnance qui a trait au soulagement des contribuables à la remise de l'intérêt, des pénalités et des frais, au rachat des propriétés vendues, par l'Etat, pour taxes, est considérée. (Elle a paru en entier, dans l'*Abeille* de dimanche dernier.)

M. Forman propose d'effacer la partie relative au paiement de l'intérêt des mandats qui seront également dûs à l'époque de l'adoption de la présente constitution, excepté les mandats émis antérieurement au 1er janvier 1874 et dû 1er janvier 1875 et le 1er janvier 1876. Sa motion est rejetée.

M. Blanchard propose d'insérer le mot "licence" après "taxes" partout ou ce dernier mot figure. Sa motion prévaut.

Sur la demande du même délégué, le paiement de l'intérêt des mandats échus verra est fixé au 1er février et au 1er août de chaque année.

L'ordonnance est lue une troisième fois et adoptée définitivement, par un vote de 81 contre 17.

Un vote distinct sur l'article 2 donne le résultat suivant : 95 dans l'affirmative et 7 dans la négative.

L'assemblée reprend la discussion de l'article 2 de l'ordonnance des franchises électorales.

On réclame le vote sur l'amendement de M. Blanchard. L'amendement est rejeté par un vote de 59 contre 44.

L'amendement de M. Forman est divisé en deux parties ; la première est rejetée ; la seconde est rejetée par le vote suivant :

Pour l'amendement—MM. Caffrey, Cayvey, Forman, George, Joffrion, Land, Leake, Lyons, Nutt, Ogden, Olivier, Richardson, Stone, Sutherlin, Todd—15.

Contre l'amendement—MM. Allain, Babcock, Ball, Blanchard, Bobie, Bolton, Bourgeois, Breaux, Breen, Bridger, Brian, Burton, Byrne, Cahen, Chaffe, Chispella, Claiborne, Collins, Davenport, Dickerson, Dillard, Easterly, Edwards, Elam, Estopinal, Favrot, Fontelieu, M. Gardner, Girard, Gla, Gowers, Grimes, Gœringer, Henry (E. F.), Herron, Hough, Howell, Jastremski, Kelly, Kemp, Kennedy, Kostmayer, Lagan, Land, Le Gardeur, Long, Lossi, Lott, Lockett, Marks, Matthews, Merth, Millard, Moore (L. D.), Moore (J. M.), Moreland, Munday, Pardee, Parlange, Pinchback, Poché, Rivet, Roach, Self, Semmes, Simon, Smith (W. R.), Stampe, Stevenson, Stewart, Stuvrish, Thompson, Watkins, Wells, White, Williams (E.), Young (D.)—79.

M. Casey, qui avant que la précédente eut atteint le résultat, a voté dans l'affirmative afin de pouvoir demander à l'assemblée de revenir sur le vote, fait la motion, qui est repoussée.

Une motion de suspendre les réglements pour passer à la troisième lecture, est rejetée.

L'ordonnance est mise à l'ordre spécial du jour de mardi—aujourd'hui—à neuf heures.

M. Cunningham, au nom du comité des mines en concession—*appointments*—présente un substitut aux ordonnances envoyées au comité. L'assemblée en ordonne l'impression.

M. Blanchard, chairman du comité des relations fédérales, présente une ordonnance qui autorise le gouvernement à faire, dans les limites de l'Etat, tous les relevés et tous les examens qu'il jugera nécessaires en vue de l'amélioration de la navigation du Mississippi et de l'endiguement de travaux de protection, depuis Pemboucharre jusqu'aux sources du fleuve.—L'ordonnance est lue trois fois et adoptée par un vote de 83 contre 2.

L'ordonnance de M. Wells—celle qui prohibe les mariages entre les personnes blanches et les personnes de couleur—est appelée.

Une motion de la soumettre au comité judiciaire est repoussée.

M. Young (de Concordia) propose d'en renvoyer la considération indéfiniment.

Cette motion est repoussée par un vote de 50 contre 36.

M. Pardee propose de substituer le mot "cohabitation" au mot "mariage." Son amendement est rejeté par un vote de 42 contre 31.

L'ordonnance est adoptée par un vote de 54 contre 24.

M. Denis annonce qu'il demandera à l'assemblée de revenir sur ce vote.

L'ordonnance des *homestead*—demeure—est considérée ; le voici telle que l'assemblée l'a adoptée, définitivement, par un vote de 73 et 4 après la troisième lecture :

Article 1.—Il devra être exempté de la taxe et de la vente, par une procédure quelconque à moins que ce ne soit de la manière indiquée ci-après, à l'avenir, un emplacement de bonne foi à un chef-lieu, par lui habité, ou composé de terre, batisses et dépendances rurales et urbaines, ainsi que les propriétaires de ces emplacements, ainsi que les meubles de toutes sortes, jusqu'à la valeur de mille dollars, à l'exception des dettes contractées pour l'achat de ces meubles ou pour le paiement de ces emplacements ou pour une hypothèque adoptée sous l'empire de la présente constitution. Aucun tribunal, aucun fonctionnaire ministériel de l'Etat ne devra, à une époque quelconque, être en vertu d'un arrêt d'exécution ou décret quelconque rendu contre une propriété ainsi de celle comme homestead, capter les intérêts, les instruments qu'il faut à tout chef de famille, à une personne ayant un père ou une mère, ou un des parents dont il est le soutien.—jusqu'à la concurrence de deux mille piastres—pourvu que et la valeur du homestead soit de plus de deux mille piastres, le bénéficiaire aura droit à un homestead limité à la valeur de deux mille piastres, et le surplus pourra être vendu pour le produit plus que cette somme. Aucun homestead ne devra avoir les privilèges du homestead si ce n'est pas pendu et exploité une propriété de plus de deux mille piastres.

Article 2.—Il devra être fait, le plus tôt possible, des lois ayant pour but de mettre de côté, de réviser et d'assurer les propriétés réservées comme homestead, et de pourvoir à ce que toutes les exemptions en vertu de lois ou de constitutions à être abrogées sous l'époque de l'ordination de la présente constitution ne devront pas être admises ou abrogées par une clause quelconque de la présente constitution ou par une loi postérieure adoptée sous l'empire de la présente constitution. Aucun tribunal, aucun fonctionnaire ministériel de l'Etat ne devra, à une époque quelconque, être en vertu d'un arrêt d'exécution ou décret quelconque rendu contre une propriété ainsi de celle comme homestead, capter les intérêts, les instruments qu'il faut à tout chef de famille, à une personne ayant un père ou une mère, ou un des parents dont il est le soutien.—jusqu'à la concurrence d'excédé pas deux mille piastres—pourvu que la valeur de la propriété désignée comme homestead n'excède pas deux mille piastres ; et aucun homestead ne devra pas s'appliquer dans les cas suivants :

1° Lorsqu'il s'agira du montant ou une partie quelconque du montant dû pour achat de la propriété.

2° Lorsqu'il s'agira du travail et des matériaux fournis pour bâtir, réparer ou améliorer des homesteads ;

3° Lorsqu'il s'agira d'obligations encourues par un fonctionnaire public, un délinquant ou un vervoi pour des fonctions exercées pour de tels offices.

4° Lorsqu'il s'agira de réclamations légales pour taxes ou assessements.

Article 3.—Le propriétaire d'un homestead aura toujours le droit d'hypothéquer son exemption en ajoutant à un montant égal ou excédé qui aura été ou deviendra du montant total de l'exemption fixée par la présente constitution un montant assez élevé pour rendre cette exemption et cet accroissement égaux au montant qu'accorde la présente constitution.

Article 4.—Le homestead ne devra pas être susceptible d'hypothèque, excepté pour la somme ou qui a servi à l'acheter, pour le travail et les matériaux fournis à l'effet de bâtir, réparer ou améliorer le homestead. Une exemption devra commencer à des droits ou à des exemptions de la femme et des enfants, et devront être être validés. Le droit de vendre une propriété exempte comme homestead devra être maintenu, mais aucune vente ne devra affecter ou détruire des droits quelconques de la femme ou enfants.

Article 5.—Il devra être fait des lois équitables pour mettre les créanciers à l'abri des réclamations frauduleuses des débiteurs, pourvu toutefois et stipulant les propriétés et les fonds que les débiteurs auront cachés aux créanciers.

MM. Elam et Wells donnent avis qu'ils, demanderont à l'assemblée de revenir sur le vote par lequel cette ordonnance a été adoptée.

—L'article 5 de l'ordonnance du comité du département législatif — article dont la considération avait été renvoyée à une autre époque lors de la discussion de l'ordonnance, est adopté, définitivement, par un vote de 69 contre 1. Il y est déclaré que les membres de la législature devront être élus pour quatre ans, et qu'ils exerceront leurs fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs.

A trois heures et demie, la Convention suspend la séance jusqu'à sept heures et demie.

MM. Lott, Guéringer, Simon et S. P. Henry, ont, après l'adoption de l'ordonnance de la dette de l'Etat, fait inscrire au journal le document suivant :

Nous votons NON, parce que nous ne croyons pas que la loyale dette de l'Etat puisse jamais être reconnaît l'ordonnance. Une grande partie de la dette a été créée par des gouvernements inconstitutionnels et illégaux, et l'Etat n'en a rien reçu en retour des obligations. La dignité et l'honneur exigent que la dette ne soit jamais considérée, reconnue ou payée. Nous croyons que nous le devons à nos constituants, à nous-mêmes et à notre postérité. La seul fait qu'un des articles de l'ordonnance soumet celle-ci aux électeurs à ces pas, est une preuve de désaccord, et insuffisante de lui accorder leur appui. Le peuple a, individuellement, le droit de considérer toutes les questions, et il a le droit de voter sur chacune d'elles. Les droits à des bonds spéciaux ne devront pas être reconnus par cette Constitution.

Lorsque les électeurs seront appelés à se prononcer sur plusieurs questions dans un seul temps, il sera possible de faire à ce qu'ils puissent considérer chaque soumission séparément.

L'ordonnance 408, qui pourvoit à la fondation d'un Bureau d'Agriculture, est adoptée par un vote de 77 contre 6 ; l'ordonnance est conçue dans le langage suivant :

L'Assemblée Générale prêtera un Bureau Agricole, en établira les objets, en désignera les officiers dont elle fixera les traitements, à l'époque et la condition financière de l'Etat le permettra, à ces divers fins, et fera une taille dépassant pas trois mills, sur le dollar de toutes les taxes d'Etat étant par la présente fixée à dix mills ; pourvu que les portteurs de Bons consolidés puissent à leur option, échanger ces Bons, dans la proportion de un pour un, des Bons de $5.00, $100, $500 et $1000, qui seront émis à raison de 75 cents à la piastre ou dollar, ou émis à livrer par les dits détenteurs ; ladite nouvelle émission devant porter intérêt au taux de quatre pour cent par an, payable semi-annuellement.

Article 2.—Il est de plus ordonné que les portteurs des dits bonds consolidés pourront à une époque quelconque, se présenter au trésorier de l'Etat, ou à un agent que désignera le gouverneur dans la ville de New York et dans la ville de Londres, le dit trésorier en cesse devra disposer, sur les dits bonds les mots intérêt cessant à dater pour cent par an, pendant cinq ans à partir du janvier 1880. A toute pour cent pendant quinze ans et à quatre pour cent après ; pourvu que les détenteurs des dits Bons puissent à volonté, échanger le dit Trésorier pour échanger lesdits Bons comme il est prescrit dans l'article précédent.

Article 3.—Il est de plus ordonné que rentrée est faite en conséquence à 1er janvier 1880, et que les taxes perçues pour le paiement de l'intérêt sont transférées au fonds général à l'effet de couvrir les dépenses du gouvernement de l'Etat.

Il est de plus ordonné par cette convention constitutionnelle que les dispositions et articles qui précèdent soient déclarés à la forte constitutive de l'Etat, ne feront pas partie de la constitution autrement que suivant ce qui est prescrit ci-après comme suit :

A l'élection tenue pour la ratification ou le rejet de cette Constitution, il sera permis à tout votant de faire imprimer sur son bulletin de vote les mots "Pour l'ordonnance relative à la dette d'Etat" ou les mots contre l'ordonnance relative à la dette d'Etat, dans le cas où plus des bulletins de vote portera les mots "pour l'ordonnance relative à la dette d'Etat," lesdites dispositions et articles de cette ordonnance feront partie de la Constitution sans autre formalité ; et si une majorité des votes aient donnés portant les mots "contre l'ordonnance relative à la dette d'Etat," alors les articles ne feront pas partie de cette Constitution.

M. Lyons demande l'adoption de l'ordonnance.

On réclame le vote, qui se partage comme suit :

Pour l'ordonnance.—MM. Baskin, Bell, Blanchard, Bolton, Breaux. Breen, Brian, Bulger, Burton, Caffrey, Chaffe, Chispella, Claiborne, Collins, Calvin, Cunningham, Davenport, Davidson de Claiborne, Denis, Dillard, Easterly, Edwards, Elam, Estopinal, Faulk, Favrot, Fermas, Gaskins, George, Girard, Gowers, Harvard, Henry de Natchitoches, Herron, Howell, Jastremski, Joffrion, Kelly, Kemp, Karsochan, Knoblock, Lanaux, Leake, LeGardeur, Lyons, Marks, Millard, Moreland, Mûre de Lafourche, Munday, McConnell, Nutt, Ogden, Olivier, Ott, Parlange, Phelps, Poché, Richardson, Rivet, Robertson, Semmes, Stone, Stringfellow, Sutherlin, Thompson, Todd, Vance, Watkins, Wells, White.—72.

Contre l'ordonnance—MM. Allain, Babcock, Bienvenu, Bobie, Bridger, Byrne, Cahen, Carey, Davidson (d'Iberville), Demas, Dickerson, Gardner, Gla, Grimes, Gœringer, Henry (de Cameron), Hough, Kennedy, Lagan, Land, Landry, Lossi, Long, Lott, Lockett, Matthews, Merth, Moore (de St-Landry), McGloin, Pardee, Pinchback, Roach, Self, Simon, Smith (de Ste-Maria), Stampe, Stevenson, Stewart, Stuvrish, Williams (de Terrebonne), Young (de Concordia)—41.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture de l'ordonnance de la dette de l'Etat.

Article 1.—L'intérêt à payer sur les Bons consolidés de l'Etat de la Louisiane est fixé à 2 0/0 par cent cinq ans à partir du 1er janvier 1880, 3 0/0 pendant les cent et 4 0/0 ensuite ; et il sera levé une taxe annuelle suffisante pour le paiement du dit intérêt, ne dépassant pas trois mills, la limite de toutes les taxes d'Etat étant par la présente fixée à dix mills ; pourvu que les portteurs de Bons consolidés puissent à leur option, échanger ces Bons, dans la proportion de un pour un, des Bons de $5.00, $100, $500 et $1000, qui seront émis à raison de 75 cents à la piastre ou dollar, ou émis à livrer par les dits détenteurs ; ladite nouvelle émission devant porter intérêt au taux de quatre pour cent par an, payable semi-annuellement.

Article 2.—Il est de plus ordonné que les portteurs des dits bonds consolidés pourront à une époque quelconque, se présenter au trésorier de l'Etat, ou à un agent que désignera le gouverneur dans la ville de New York et dans la ville de Londres, le dit trésorier en cesse devra disposer, sur les dits bonds les mots intérêt cessant à dater pour cent par an, pendant cinq ans à partir du janvier 1880. A toute pour cent pendant quinze ans et à quatre pour cent après ; pourvu que les détenteurs des dits Bons puissent à volonté, échanger le dit Trésorier pour échanger lesdits Bons comme il est prescrit dans l'article précédent.

Article 3.—Il est de plus ordonné que rentrée est faite en conséquence à 1er janvier 1880, et que les taxes perçues pour le paiement de l'intérêt sont transférées au fonds général à l'effet de couvrir les dépenses du gouvernement de l'Etat.

Il est de plus ordonné par cette convention constitutionnelle que les dispositions et articles qui précèdent soient déclarés à la forte constitutive de l'Etat, ne feront pas partie de la constitution autrement que suivant ce qui est prescrit ci-après comme suit :

A l'élection tenue pour la ratification ou le rejet de cette Constitution, il sera permis à tout votant de faire imprimer sur son bulletin de vote les mots "Pour l'ordonnance relative à la dette d'Etat" ou les mots contre l'ordonnance relative à la dette d'Etat, dans le cas où plus des bulletins de vote portera les mots "pour l'ordonnance relative à la dette d'Etat," lesdites dispositions et articles de cette ordonnance feront partie de la Constitution sans autre formalité ; et si une majorité des votes aient donnés portant les mots "contre l'ordonnance relative à la dette d'Etat," alors les articles ne feront pas partie de cette Constitution.

M. Lyons demande l'adoption de l'ordonnance.

On réclame le vote, qui se partage comme suit :

Pour l'ordonnance.—MM. Baskin, Bell, Blanchard, Bolton, Breaux. Breen, Brian, Bulger, Burton, Caffrey, Chaffe, Chispella, Claiborne, Collins, Calvin, Cunningham, Davenport, Davidson de Claiborne, Denis, Dillard, Easterly, Edwards, Elam, Estopinal, Faulk, Favrot, Fermas, Gaskins, George, Girard, Gowers, Harvard, Henry de Natchitoches, Herron, Howell, Jastremski, Joffrion, Kelly, Kemp, Karsochan, Knoblock, Lanaux, Leake, LeGardeur, Lyons, Marks, Millard, Moreland, Mûre de Lafourche, Munday, McConnell, Nutt, Ogden, Olivier, Ott, Parlange, Phelps, Poché, Richardson, Rivet, Robertson, Semmes, Stone, Stringfellow, Sutherlin, Thompson, Todd, Vance, Watkins, Wells, White.—72.

Contre l'ordonnance—MM. Allain, Babcock, Bienvenu, Bobie, Bridger, Byrne, Cahen, Carey, Davidson (d'Iberville), Demas, Dickerson, Gardner, Gla, Grimes, Gœringer, Henry (de Cameron), Hough, Kennedy, Lagan, Land, Landry, Lossi, Long, Lott, Lockett, Matthews, Merth, Moore (de St-Landry), McGloin, Pardee, Pinchback, Roach, Self, Simon, Smith (de Ste-Maria), Stampe, Stevenson, Stewart, Stuvrish, Williams (de Terrebonne), Young (de Concordia)—41.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture de l'ordonnance de la dette de l'Etat.

Article 1.—L'intérêt à payer sur les Bons consolidés de l'Etat de la Louisiane est fixé à 2 0/0 par cent cinq ans à partir du 1er janvier 1880, 3 0/0 pendant les cent et 4 0/0 ensuite ; et il sera levé une taxe annuelle suffisante pour le paiement du dit intérêt, ne dépassant pas trois mills, la limite de toutes les taxes d'Etat étant par la présente fixée à dix mills ; pourvu que les portteurs de Bons consolidés puissent à leur option, échanger ces Bons, dans la proportion de un pour un, des Bons de $5.00, $100, $500 et $1000, qui seront émis à raison de 75 cents à la piastre ou dollar, ou émis à livrer par les dits détenteurs ; ladite nouvelle émission devant porter intérêt au taux de quatre pour cent par an, payable semi-annuellement.

Article 2.—Il est de plus ordonné que les portteurs des dits bonds consolidés pourront à une époque quelconque, se présenter au trésorier de l'Etat, ou à un agent que désignera le gouverneur dans la ville de New York et dans la ville de Londres, le dit trésorier en cesse devra disposer, sur les dits bonds les mots intérêt cessant à dater pour cent par an, pendant cinq ans à partir du janvier 1880. A toute pour cent pendant quinze ans et à quatre pour cent après ; pourvu que les détenteurs des dits Bons puissent à volonté, échanger le dit Trésorier pour échanger lesdits Bons comme il est prescrit dans l'article précédent.

Article 3.—Il est de plus ordonné que rentrée est faite en conséquence à 1er janvier 1880, et que les taxes perçues pour le paiement de l'intérêt sont transférées au fonds général à l'effet de couvrir les dépenses du gouvernement de l'Etat.

Il est de plus ordonné par cette convention constitutionnelle que les dispositions et articles qui précèdent soient déclarés à la forte constitutive de l'Etat, ne feront pas partie de la constitution autrement que suivant ce qui est prescrit ci-après comme suit :

A l'élection tenue pour la ratification ou le rejet de cette Constitution, il sera permis à tout votant de faire imprimer sur son bulletin de vote les mots "Pour l'ordonnance relative à la dette d'Etat" ou les mots contre l'ordonnance relative à la dette d'Etat, dans le cas où plus des bulletins de vote portera les mots "pour l'ordonnance relative à la dette d'Etat," lesdites dispositions et articles de cette ordonnance feront partie de la Constitution sans autre formalité ; et si une majorité des votes aient donnés portant les mots "contre l'ordonnance relative à la dette d'Etat," alors les articles ne feront pas partie de cette Constitution.

M. Lyons demande l'adoption de l'ordonnance.

On réclame le vote, qui se partage comme suit :

Pour l'ordonnance.—MM. Baskin, Bell, Blanchard, Bolton, Breaux. Breen, Brian, Bulger, Burton, Caffrey, Chaffe, Chispella,